

# Edito

## Congo : recherche garant

Par Marie-France Cros

**I**l faut souligner l'effort consenti par tous les participants au conclave de l'opposition congolaise, réunie à Genva, pour atteindre une position commune. Faire taire les ego au profit du bien commun est encore plus difficile dans un pays où, comme au Congo, les partis sont peu différenciés par l'idéologie et beaucoup par la région d'où proviennent ses dirigeants et par l'aura de leur président.

Reste que l'UDPS a, grâce à Genva, repris sa place sur le devant de la scène politique congolaise. Elle l'a fait, notamment, en abandonnant sa prétention à voir la fin du mandat du président Kabila s'ouvrir, en décembre prochain, sur une transition qui serait conduite par Etienne Tshisekedi. Ce scénario n'est pas prévu par la Constitution, sur laquelle est pourtant basé le refus de voir M. Kabila se maintenir au pouvoir au-delà du 19 décembre.

Les décisions de Genva tentent de remettre le Congo à l'agenda de la communauté internationale – comme Louis Michel y était arrivé il y a une douzaine d'années – en faisant de celle-ci le garant d'un futur accord sur la préparation d'élections crédibles.

En raison de l'obstination de M. Kabila à se maintenir au pouvoir, ce débat risque de déboucher sur des violences. La communauté internationale n'a pas envie de s'en mêler, occupée qu'elle est à lutter contre le djihadisme. Elle risque de ne se décider à le faire que si M. Kabila n'est pas assez fort pour écraser un nombre toujours croissant de Congolais favorables à son départ. Mais il sera alors trop tard : le chaos sera installé. Et y remédier coûtera des années d'efforts internationaux.